

L'impact socio-économique du Brexit sur l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka au temps de Corona

Kohnert, Dirk

Preprint / Preprint

Arbeitspapier / working paper

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Kohnert, D. (2021). *L'impact socio-économique du Brexit sur l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka au temps de Corona.*
<https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-73999-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC Licence (Attribution-NonCommercial). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>

L'impact socio-économique du Brexit sur l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka au temps de Corona

Dirk Kohnert ¹



"Brexit!", vue de l'Inde ²

Résumé : À la suite du Brexit, Londres a approuvé une union CANZUK avec ses anciennes colonies de colons blancs, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cela se voulait une alternative valable à la perte d'accès au marché de l'UE. En revanche, les anciens dominions britanniques non blancs – qu'ils soient grands (comme l'Inde et le Pakistan) ou petits (comme le Sri Lanka) ont été laissés à eux-mêmes. Le gouvernement indien a d'abord perçu le vote sur le Brexit comme plutôt malheureux car il augmenterait l'instabilité mondiale et un affaiblissement de l'Occident. Cependant, des multinationales indiennes comme « Tata », qui avaient massivement investi en Grande-Bretagne comme porte d'entrée vers l'Europe, ont vu dans le Brexit un risque économique. Plus tard, New Delhi a également réalisé des avantages politiques éventuels en Grande-Bretagne quittant l'UE. L'impact du Brexit sur l'économie pakistanaise est resté faible jusqu'à présent. Cependant, Islamabad serait bien avisé de formuler des politiques distinctes pour la Grande-Bretagne post Brexit et le reste de l'UE-27. Les liens économiques et politiques du Sri Lanka avec le Royaume-Uni, en revanche, sont considérablement plus forts qu'avec n'importe quel pays de l'UE. Le commerce annuel avec le Royaume-Uni s'élevait à plus de 10 %. Par conséquent, le Brexit a eu un impact négatif sur l'économie Sri Lankaise. Des changements visant à renforcer les relations économiques avec le Royaume-Uni pour surmonter les défis post-Brexit étaient impératifs. Quant à la pandémie de COVID-19, elle est rapidement devenue dans les trois pays non seulement une urgence sanitaire mais aussi une crise sociale et économique. Compte tenu de la responsabilité historique du Royaume-Uni en tant qu'ancienne puissance coloniale et de l'engagement renouvelé de Londres envers les principes du libre-échange international, il semble pour le moins discutable si le gouvernement britannique ne devrait pas considérer toutes ses anciennes colonies comme des partenaires égaux concernant sa politique de commerce extérieur et accorder les mêmes droits et facilités.

Mots clés : [Brexit](#), [pandémie de COVID-19](#), [CANZUK](#), [Royaume-Uni](#), [Inde](#), [Pakistan](#), [Sri Lanka](#), [commerce international](#), [zone de libre-échange](#), [union douanière](#), [Anglosphère](#), [settler colonialism](#), [white dominions](#)

JEL-code: F13, F15, F22, F52, F68, I14, N1, N40, O24, O5, Z13

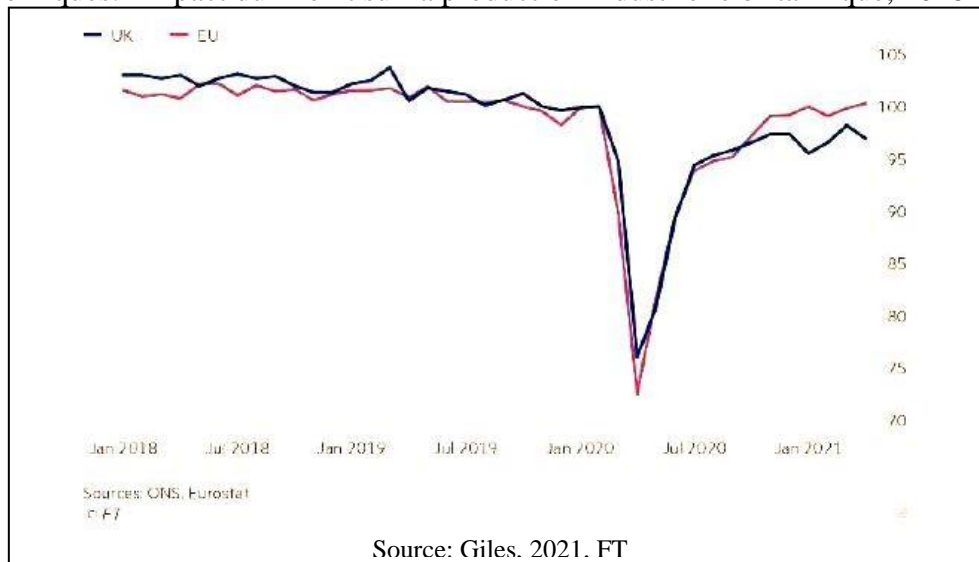
¹ Kohnert, D. directeur adj. (retraité) de [l'Institut d'Études Africaines, GIGA](#), Hambourg. *Projet* : 21 July 2021

² Caricature de [Satish Acharya](#), un dessinateur indien de [Kundapura](#), @satishacharya, 25 Juin 2016, *twitter*.

1. Introduction

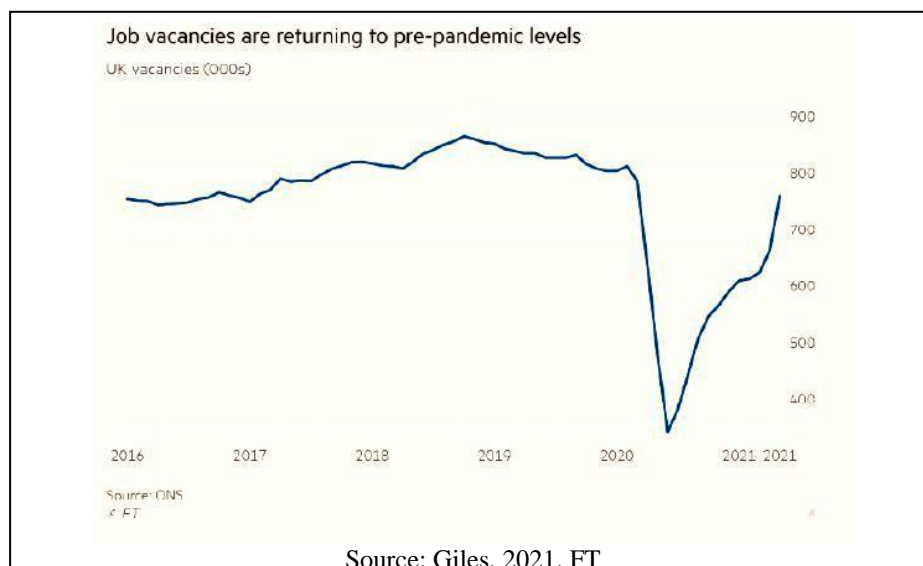
Les règles du Brexit en vigueur depuis le 31 janvier 2020 nuisent à l'économie britannique. Pourtant, l'ampleur des dégâts, affectant le commerce et aggravant les pénuries de main-d'œuvre, est encore incertaine, car l'impact est surchargé par l'effet économique de la pandémie de Covid-19 (Giles, 2021).

Graphique 1 : L'impact du Brexit a rendu difficile la comparaison des données économiques.- Impact du Brexit sur la production industrielle britannique, 2018 – 2021



Les effets du Brexit se sont d'abord manifestés concernant le commerce des marchandises. Mais l'impact estimé dépend largement des statistiques utilisées. Selon l'Office for National Statistics (ONS) du Royaume-Uni, les exportations vers l'UE étaient inférieures de 5 % en avril 2021 à celles de décembre dernier, mais ont diminué de 24 % lorsqu'elles sont mesurées par Eurostat sur la même période (Giles, 2021). De même, la valeur des importations du commerce de biens de l'UE vers le Royaume-Uni a baissé de 19 % sur la même période, selon l'ONS, alors qu'Eurostat n'a enregistré qu'une baisse de 13 %.

Graphique 2 : L'Impact du Brexit sur les offres d'emploi au Royaume-Uni, 2016 - 2021

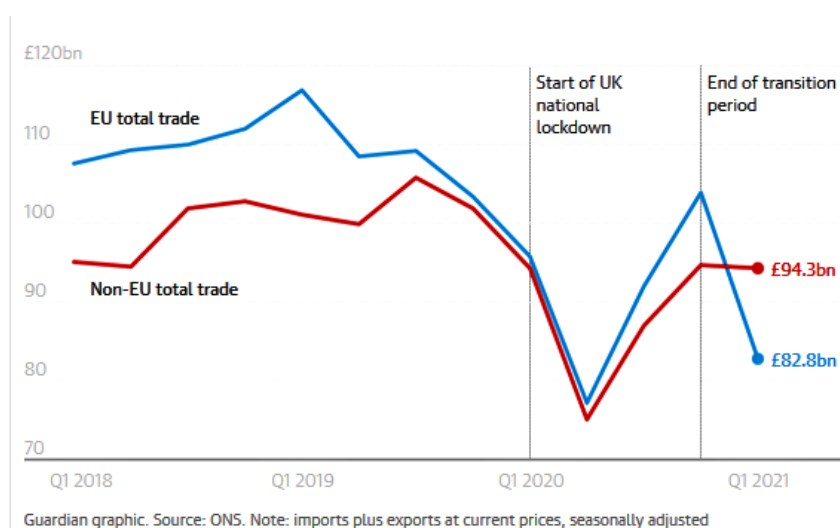


Pourtant, les économistes s'accordent généralement sur les effets à long terme du Brexit, par exemple sur une réduction du PIB britannique d'environ 4 % par rapport au maintien à l'intérieur de l'UE. Pour les années à venir, tout dépend du degré de rupture de la chaîne d'approvisionnement entre la Grande-Bretagne et l'UE-27 ainsi que de la mesure dans laquelle le Royaume-Uni devient moins attrayant pour les investisseurs.

De plus, les nouvelles restrictions concernant les mouvements de main-d'œuvre, introduites avec le Brexit, limitant les droits des citoyens de l'UE à venir travailler en Grande-Bretagne, ont suscité des inquiétudes quant aux pénuries de main-d'œuvre (Giles, 2021). Même si, là encore, il est difficile de faire la différence. Les pénuries de main-d'œuvre résultent d'un mélange d'impacts de la crise de Covid et du Brexit. Des tendances similaires ont été observées dans d'autres pays de l'UE, ce qui suggère qu'il ne s'agit pas uniquement d'un effet Brexit. Les employeurs ont dû se rendre compte dans certains secteurs tels que les services sociaux que l'époque où ils pouvaient s'attendre à ce que la main-d'œuvre soit librement disponible était révolue et qu'au contraire, ils devaient payer plus pour garantir la disponibilité du personnel (Giles, 2021).

Mais alors, les avantages du Brexit pour le Royaume-Uni ne sont pas évidents non plus. Londres a rapidement annulé de nombreux accords commerciaux avec des pays qui avaient déjà des accords avec l'UE. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Boris Johnson, avait déjà promis avant le vote sur le Brexit en 2016 un "succès titanesque" de l'union envisagée de CANZUK avec les anciennes colonies de colons blancs de l'empire britannique, destinée à remplacer le marché perdu de l'UE (Kohnert, 2021). Cependant, les économistes sont sceptiques quant à l'effet net positif de l'accord. Même l'analyse d'impact du gouvernement britannique a suggéré un gain total de seulement 0,02 % à long terme (Giles, 2021).

Graphique 3 : Le commerce de marchandises du Royaume-Uni post-Brexit avec les pays non-membres de l'UE a dépassé celui avec l'UE, 1er trimestre 2021



Source: [The Guardian](#), Partington, 2021

Dans ce qui suit, je voudrais étendre mon analyse récente sur l'impact du Brexit sur l'union CANZUK avec les anciennes colonies de « colons blancs » britanniques, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui se voulait une alternative précieuse au remplacement de l'UE perdue. accès au marché (Kohnert, 2021). En revanche, les anciens dominions britanniques « non blancs » étaient en grande partie laissés à eux-mêmes, ce qui les

discriminait peut-être vis-à-vis des membres du CANZUK. L'analyse qui suit se concentre sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka ont souffert d'une telle inégalité de traitement et si cela peut être considéré comme loyal, étant donné la responsabilité historique du Royaume-Uni en tant qu'ancienne puissance coloniale et l'engagement renouvelé de Londres aux principes du libre-échange international.

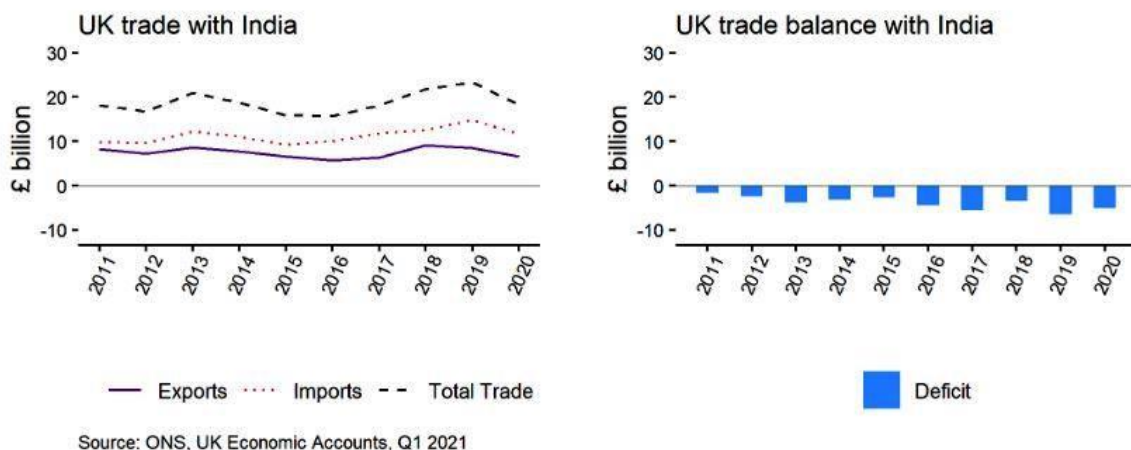
2. Impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur l'Inde

2.1 L'impact du Brexit sur l'Inde

Contrairement aux illusions populaires - même parmi les ressortissants indiens - les colonialistes Britanniques ont conquis l'Inde dans une combinaison de violence et de tromperie pures et simples (Wilson, 2016). Les troubles politiques des derniers jours de l'empire moghol ont permis aux puissances européennes d'entrer facilement dans l'établissement d'enclaves commerciales côtières. De plus, la croissance de la City de Londres en tant que centre de la finance mondiale a donné à la British East India Company, un instrument de la couronne britannique, les moyens de soudoyer les petits rajas pour obtenir du soutien (Datta, 2017). Les répercussions de cette conquête se font encore sentir aujourd'hui.

Outre l'union CANZUK, l'Inde est le partenaire commercial le plus important du Royaume-Uni. Certains électeurs anglais du Brexit pourraient encore le considérer comme un joyau majeur de la couronne post-Brexit (Sullivan, 2019). L'économie indienne en croissance rapide est la sixième au monde en termes de PIB nominal et la troisième en parité de pouvoir d'achat (PPA). Avec une population de 1,3 milliards d'habitants, l'Inde est une économie de marché en développement à revenu intermédiaire (IMF; [Economy of India](#), wikipedia).

Graphique 4 : Commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et l'Inde, 2011 – 2020



Source: [Trade and Investment factsheet](#),

Département du Commerce Intern, gouvernement britannique, 7 juillet 2021

Le commerce total de biens et services entre le Royaume-Uni et l'Inde s'élevait à 18,2 milliards de livres sterling en 2020/2021, soit une baisse de 21,5 % par rapport à l'année précédente, probablement liée aux effets combinés de la crise de Covid et du Brexit (fiche d'information sur le commerce et l'investissement, département for International Trade, UK-Government, 7 juillet 2021). Les exportations britanniques totales vers l'Inde se sont élevées à 6,6 milliards de livres sterling, soit une baisse de 22,6 %, et les importations britanniques en

provenance d'Inde à 11,6 milliards de livres sterling, soit une baisse de 20,9 %. (ibid.). En 2019, le stock d'investissement direct étranger (IDE) sortant du Royaume-Uni en Inde s'élevait à 15,3 milliards de livres sterling, soit 1,0 % du stock total d'IDE sortant du Royaume-Uni. En 2019, le stock d'investissement direct étranger (IDE) entrant au Royaume-Uni en provenance d'Inde s'élevait à 9,5 milliards de livres sterling, soit 0,6 % du stock total d'IED entrant au Royaume-Uni (ibid.)

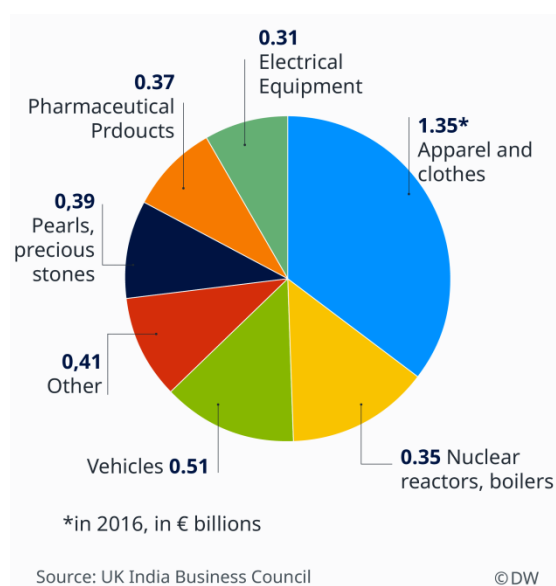
La Grande-Bretagne et l'Inde se sont arrangées pour entamer des négociations pour un accord de libre-échange complet à l'automne 2021, comme annoncé par la ministre britannique du Commerce, Liz Truss, le 4 mai 2021 (James, 2021). Dans le même ordre d'idées, l'UE et l'Inde avaient convenu de relancer les négociations commerciales qui étaient au point mort depuis 2013. Londres souhaitait notamment que les tarifs indiens sur les voitures importées et le whisky soient abaissés ou supprimés dans le cadre d'un tel accord. De plus, Londres et New Delhi ont annoncé 1 milliard de livres sterling (1,39 milliard de dollars US) d'investissements du secteur privé et se sont engagés à rechercher un accord de libre-échange avant les pourparlers. Les deux parties ont convenu d'un « Partenariat commercial renforcé » et se sont engagées à tenter de doubler le commerce bilatéral existant d'ici 2030. Entre autres, les barrières à l'exportation de marchandises allant des pommes britanniques aux dispositifs médicaux devaient être levées, et le secteur des services juridiques indien s'est ouvert à entreprises britanniques. En retour, la Grande-Bretagne a accepté d'améliorer l'accès à ses secteurs de la pêche et des soins infirmiers. Plus tard, le Premier ministre Johnson a tenu une réunion virtuelle avec le Premier ministre indien Narendra Modi, remplaçant une visite commerciale qu'il devait effectuer en raison de l'augmentation des cas de COVID-19 en Inde (James, 2021).

Londres considérait l'Inde comme un pilier clé de sa campagne post-Brexit pour rechercher le commerce et l'influence dans la région indo-pacifique et lutter contre la domination chinoise croissante (James, 2021). Les négociations comprenaient un pacte sur la migration qui visait à résoudre les frictions entre les deux alliés. Londres estimait qu'il y avait trop d'Indiens vivant illégalement en Grande-Bretagne, tandis que New Delhi se plaignait que des dizaines de milliers d'étudiants indiens qui viennent en Grande-Bretagne se voient refuser des opportunités d'emploi. Londres a affirmé qu'il y avait jusqu'à 100 000 Indiens vivant illégalement au Royaume-Uni, bien que New Delhi ait contesté ce chiffre (Pal, 2021). Par conséquent, il était prévu que le nouvel accord offrira de meilleures perspectives d'emploi à 3,000 jeunes professionnels indiens chaque année, en échange de l'acceptation par l'Inde de reprendre tous ses citoyens qui vivent illégalement au Royaume-Uni. Les deux partenaires ont également annoncé des accords sur le changement climatique, la technologie et les produits pharmaceutiques (James, 2021).

Pourtant, concernant le commerce bilatéral, la relation commerciale de l'Inde avec le Royaume-Uni ne semble pas particulièrement remarquable. Les relations de l'UE avec les deux pays éclipsent tout pour les années à venir (Sullivan, Arthur, 2019). L'Inde n'était que le 15e partenaire commercial du Royaume-Uni en 2020, représentant 1,6 % du commerce total du Royaume-Uni. Les dix principaux partenaires commerciaux de l'Inde en 2020 étaient les États-Unis, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, la Suisse, l'Allemagne, Hong Kong, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Malaisie (Department of Commerce. 2019-20, Gov. of India; Wikipedia). En 2019-2020, l'investissement étranger direct (IDE) en Inde s'élevait à 74,4 milliards de dollars, le secteur des services, l'informatique et les télécommunications restant les principaux secteurs pour les entrées d'IDE (["FDI Statistics", Department for Promotion of Industry and Internal Trade, 2020; Wikipedia](#)).

En ce qui concerne les futures relations commerciales entre l'Inde et le Royaume-Uni, un facteur clé est que non seulement Londres avait des visions d'un avenir glorieux (Dhananjay, 2021). Bruxelles négocie également un accord commercial avec l'Inde depuis 2007. Bien que peu de progrès aient été réalisés depuis le vote sur le Brexit, l'UE est toujours impatiente de conclure un accord. Selon la nouvelle stratégie de l'UE pour l'Inde, adoptée en novembre 2018, l'UE reste attachée à un accord commercial équilibré, global et ambitieux avec l'Inde dans une situation gagnant-gagnant. À moyen et long terme, la clé de la relation globale dans les deux pays sera la qualité des relations bilatérales, y compris le niveau d'investissement des deux pays l'un dans l'autre, et le niveau d'innovation et de recherche partagées (Sullivan, Arthur, 2019).

Graphique 5 : Commerce indien avec la Grande-Bretagne
(types d'exportations indiennes vers le Royaume-Uni)



Source: Sullivan, 2019; DW

Le gouvernement de New Delhi semble être dans une position confortable pour surpasser les deux rivaux afin d'obtenir les conditions les plus favorables. Cependant, Londres peut être moins ambitieux concernant les droits de l'homme, le développement durable et les normes internationales, ce qui pourrait être discutablement un avantage injuste vis-à-vis de l'UE.

Graphique 6 : Cachemire : les leçons du Brexit ?



Source: Narayanan, 2019

En outre, il existe encore un autre problème, déclenché par le débat sur le Brexit, affectant les relations bilatérales entre l'Inde et le Royaume-Uni. L'establishment indien de la sécurité

perçoit Londres comme favorisant le Pakistan dans la controverse sur la gouvernance de l'Inde sur le Cachemire. Le Pakistan pourrait être tenté de prendre le Brexit comme exemple et d'exiger la séparation de l'Inde. C'était en réponse à la décision controversée de New Delhi du 5 août 2019 de révoquer les articles 370 et 35A de la Constitution indienne et de mettre fin au statut spécial semi-autonome du Jammu-et-Cachemire et de le fusionner pleinement dans l'Union indienne en tant que deux territoires de l'Union (Roy-Chaudhury, 2020).

2.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 sur l'Inde

Selon les chiffres les plus récents (12 juin 2021), l'Inde compte le plus grand nombre de cas confirmés de COVID-19 en Asie et le deuxième au monde (après les États-Unis). Il y a eu 29,3 millions de cas signalés d'infection au COVID-19 et jusqu'à présent 367 081 décès, le troisième plus grand nombre de décès dus au COVID-19 dans le monde (après les États-Unis et le Brésil ; pandémie de COVID-19 en Inde, Wikipedia). La deuxième vague de Corona, commençant en mars 2021, était beaucoup plus importante que la première. Cela s'est accompagné de pénuries de vaccins, de lits d'hôpitaux, de bouteilles d'oxygène, etc. Fin avril, l'Inde était en tête du classement mondial des nouveaux cas actifs. Le programme de vaccination de l'Inde a commencé en janvier 2021. En avril, le personnel de santé a administré 3 à 4 millions de doses par jour. Au 25 mai 2021, le pays avait administré plus de 200 millions de doses de vaccins (ibid.).

L'impact socio-économique de la pandémie a été au moins aussi grave que les effets sur la santé, en tout cas pour les couches les plus pauvres de la population, les personnes vulnérables, les migrants et le secteur informel qui est le plus important au monde, employant près de 90 % de la population active totale (Aneja & Ahuja, 2021). Ainsi, après le premier confinement en 2020, des millions de travailleurs migrants licenciés ont perdu leurs revenus avec de graves répercussions sur leurs moyens de subsistance. Beaucoup ont essayé de rentrer chez eux dans leur village natal, souvent accompagnés de leur famille. Leur sort était encore aggravé par les rumeurs d'un confinement de plus de trois mois qui ont créé des réactions de panique parmi les migrants. Début mai 2020, le gouvernement central a autorisé les chemins de fer indiens à lancer des trains « Shramik Special » pour les travailleurs migrants et autres personnes bloquées, et les gouvernements des États ont été invités à mettre en place des camps de secours ([COVID-19 pandemic in India](#), Wikipedia).

Les impacts sociétaux concernaient non seulement les pertes d'emploi, mais aussi le système éducatif, les maladies mentales, l'augmentation de la violence domestique, etc. Selon l'ancien gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI), Raghuram Rajan, il s'agissait de la plus grande urgence pour l'économie indienne depuis l'indépendance, pire encore que la crise financière de 2008 (Aneja & Ahuja, 2021). Les secteurs économiques avaient été touchés différemment. L'agriculture était susceptible d'être moins touchée que d'autres secteurs. Dans le secteur manufacturier, en particulier l'industrie automobile et les petites et moyennes entreprises ont subi davantage de pertes, last but not least en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le secteur des services a été particulièrement touché, jusqu'à le principal moteur de la croissance économique et le plus gros contributeur au PIB, en raison des restrictions de mobilité, de la diminution des activités de transport, de la fermeture des écoles et des collèges, de la perte du tourisme, etc. (Aneja & Ahuja, 2021). La pauvreté et les inégalités déjà existantes sont susceptibles d'augmenter avec un impact négatif majeur sur les migrants, les travailleurs occasionnels et informels.

Selon une publication récente du FMI sur les inégalités à l'époque de COVID-19, la crise de Corona entraînera sans doute une diminution des écarts de revenus entre les pays (lorsqu'elle n'est pas pondérée par la population) et une augmentation des écarts au sein de pays, comme l'Inde. Compte tenu de la dynamique de l'éducation et du marché du travail, ces derniers écarts pourraient bien persister pendant plus d'une génération (Fereira, 2021).

Une comparaison entre les implications socio-économiques de la grande grippe espagnole de 1918 avec la pandémie actuelle de COVID-19 en Inde suggère que l'Inde n'a pas subi autant de pertes économiques pendant la pandémie de grippe que de nombreux autres pays en développement (Sharma, 2021). Néanmoins, en raison de la médiocrité des infrastructures de santé à cette époque, le taux de mortalité de l'Inde lors de la pandémie de 1918 a grimpé à environ 5 % à 6 % de sa population totale. Les femmes, les personnes âgées et les enfants étaient particulièrement exposés au virus mortel. Par rapport à la grippe espagnole, les perspectives modifiées un siècle plus tard, y compris le système de santé et l'économie, ont également eu un impact sur la pandémie de COVID-19. Néanmoins, la population indienne hétérogène, avec des personnes appartenant à différentes classes et castes, a encore eu des effets majeurs sur la crise du COVID-19. Cependant, une différence majeure entre COVID-19 et la grippe de 1918 était la possibilité de travailler à domicile ou dans d'autres endroits éloignés. Cela a aidé à la fois les employeurs à réduire les coûts récurrents tels que le loyer et les employés à réduire le temps de déplacement et à offrir des horaires de travail flexibles ; et les services deviennent disponibles en ligne. D'un autre côté, les personnes les plus pauvres et défavorisées qui n'avaient pas accès aux services en ligne ont été négativement affectées. Beaucoup ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance, car leurs services n'étaient pas considérés comme sûrs pendant COVID-19 (Sharma, 2021).

Le commerce extérieur a également été gravement touché par la crise de Corona. Les exportations de l'Inde ont chuté de -36,65 % en glissement annuel en avril 2020, tandis que les importations ont chuté de -47,36 % en avril 2020 par rapport à avril 2019 ([Economic impact of the COVID-19 pandemic in India](#), Wikipedia). Ce ralentissement était cependant probablement principalement dû aux effets combinés nationaux et mondiaux de la pandémie de COVID-19 et non au Brexit.

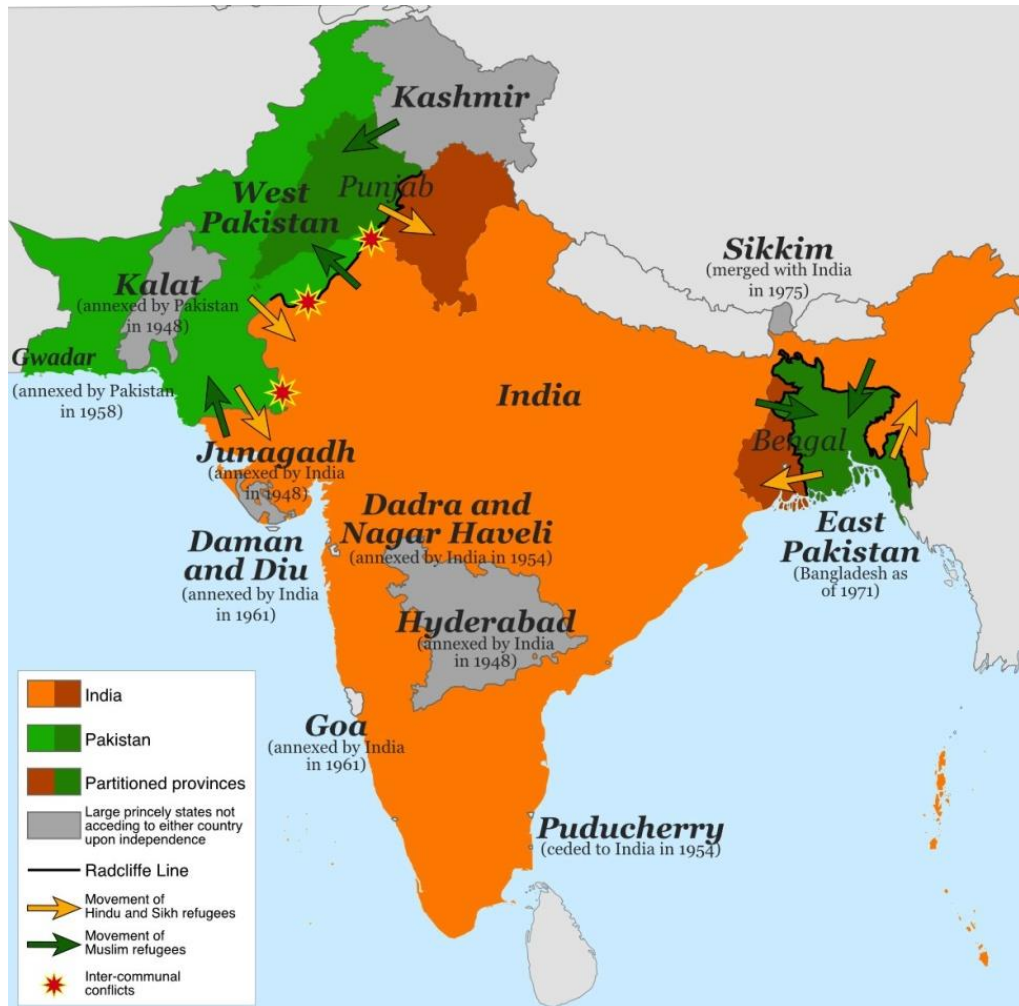
3. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur le Pakistan

3.1 L'impact du Brexit sur le Pakistan

En 1947, les tensions politiques, religieuses et sociales en Inde ont culminé avec l'indépendance de la Grande-Bretagne et la création du Pakistan. Cela annonçait à la fois la fin de quatre-vingt-dix ans du Raj britannique, c'est-à-dire le règne direct de la Couronne britannique, et limitait le pouvoir effectif des Maharajahs. L'ancienne colonie britannique a été divisée et le Pakistan en tant que pays divisé en deux moitiés s'est rapidement créé dont les capitales étaient distantes de deux mille kilomètres. Au cours de la bataille pour l'indépendance qui a suivi, près d'un million de personnes sont mortes et d'innombrables autres ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance. Le résultat direct a été trois guerres, d'innombrables actes de terrorisme et la polarisation des deux pays sur les côtés opposés des puissances de la guerre froide. Les racines d'une grande partie de la violence dans la région, aujourd'hui, étaient enracinées dans les décisions prises par les Britanniques après la Seconde Guerre mondiale sous Winston Churchill, Clement Attlee et Louis Mountbatten, le dernier vice-roi de l'Inde (White-Spunner, 2017). Ces événements ont façonné l'histoire de

toute la sous-région de l'Asie du Sud pour les soixante-dix années suivantes et ont contribué au transfert du pouvoir économique et culturel de l'Ouest vers l'Est. Il a également influencé le débat sur le Brexit dans ces pays dès le début.

Carte 1 : La ligne Radcliffe, carte de la partition de l'Inde (1947)



Source: Wikimedia Commons

L'économie pakistanaise a souffert dans le passé de conflits politiques internes. C'est le 22e au monde en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) et le 45e en termes de produit intérieur brut nominal. Le Pakistan a la 5ème plus grande population au monde avec plus de 220 millions d'habitants. Pourtant, le Pakistan compte toujours parmi les pays en développement. Son économie est semi-industrielle, avec des pôles de croissance le long du fleuve Indus, comme Karachi et les grands centres urbains du Pendjab. Les principaux produits d'exportation comprennent les textiles, les articles en cuir, les articles de sport, les produits chimiques et les tapis/tapis. Cependant, il existe un écart grandissant dans le commerce extérieur, la croissance des importations dépassant celle des exportations. Le pays suit actuellement des politiques de libéralisation économique, y compris la privatisation de toutes les sociétés d'État, visant à attirer les investissements étrangers et à réduire le déficit budgétaire ([Economy of Pakistan](#); Wikipedia).

Le Pakistan était le 56e partenaire commercial du Royaume-Uni en 2020, représentant 0,2 % du commerce total du Royaume-Uni. En 2019, le stock d'investissement direct étranger (IDE) sortant du Royaume-Uni au Pakistan s'élevait à 7,1 milliards de livres sterling, soit 0,5 % du

stock total d'IDE sortant du Royaume-Uni. Le commerce total de biens et services (exportations plus importations) entre le Royaume-Uni et le Pakistan s'élevait à 2,3 milliards de livres sterling en 2020, soit une baisse de 29,0 % ou 919 millions de livres sterling par rapport à 2019. Les exportations totales du Royaume-Uni vers le Pakistan se sont élevées à 769 millions de livres sterling en 2020, une baisse de 34,3 % ou 401 millions de livres sterling par rapport à 2019. Les importations britanniques en provenance du Pakistan se sont élevées à 1,5 milliards de livres sterling en 2020, soit une baisse de 25,9 % ou 518 millions de livres sterling par rapport à 2019 (Fiche d'information, Pakistan, UK-Gov., juillet 2021). La baisse significative des échanges et des investissements était probablement due aux effets combinés du Brexit et de la crise de Corona, bien que cette dernière ait certainement dominé les développements.

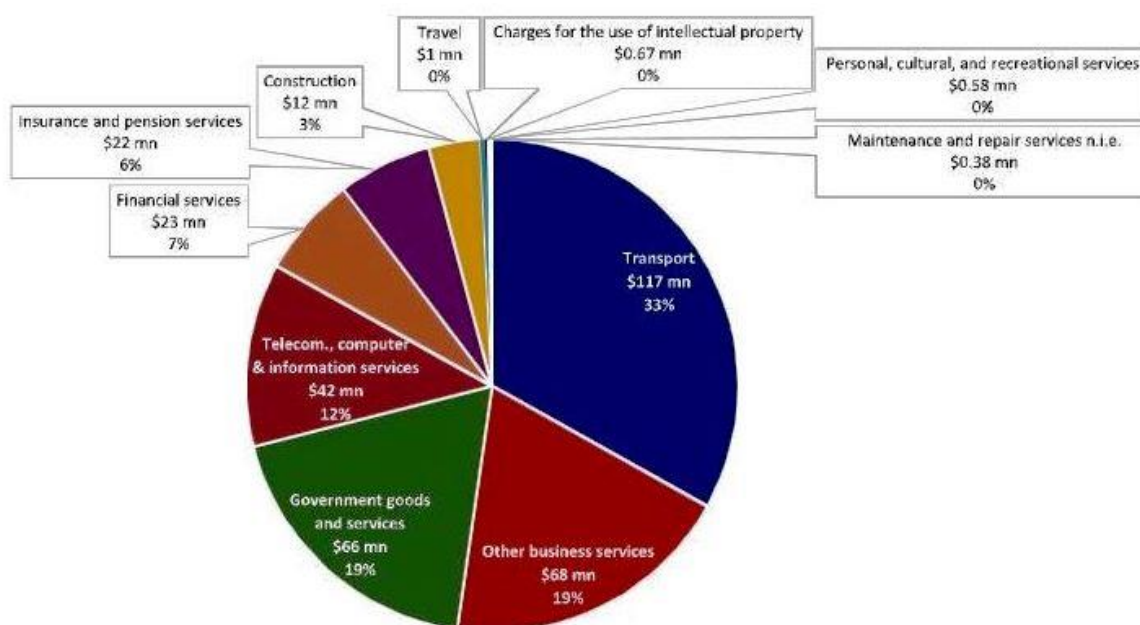
Graphique 7 : Commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et le Pakistan, 2008 – 2015



Figure 1: Pakistan's merchandise trade with the UK, 2008-2015

Source: Conseil des entreprises du Pakistan, 2017

Graphique 8 : Exportations du Pakistan vers le Royaume-Uni, 2015
Composition du commerce des services du Pakistan avec le Royaume-Uni (\$ 353 millions)

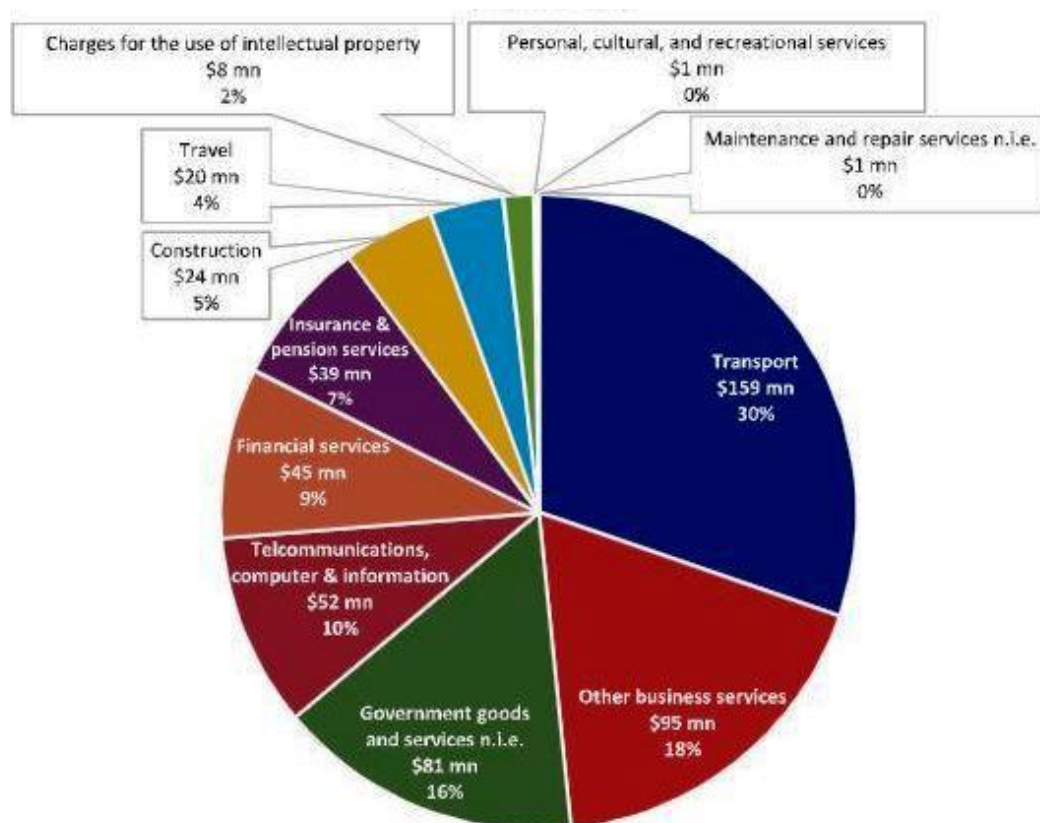


Source: Conseil des entreprises du Pakistan, 2017

Jusqu'au Brexit, les exportations du Pakistan vers le Royaume-Uni étaient régies par le Système généralisé de préférence (SPG) Plus de l'UE. La poursuite du SPG+ ou d'un accord similaire est donc cruciale pour maintenir le niveau actuel des exportations pakistanaïses vers le Royaume-Uni. Le potentiel du Pakistan à importer du Royaume-Uni (18,7 milliards de dollars) est le double de son potentiel d'exportation vers le Royaume-Uni (9,1 milliards de dollars). Pourtant, dans les produits à fort potentiel d'importation pour le Pakistan, les tarifs appliqués par le Pakistan sur le Royaume-Uni sont proches des tarifs appliqués par le Pakistan à ses autres partenaires de l'Accord de libre-échange (ALE) ([Post-Brexit Feasibility of a Pakistan-UK Free Trade Agreement](#), Pakistan Business Council, 2017).

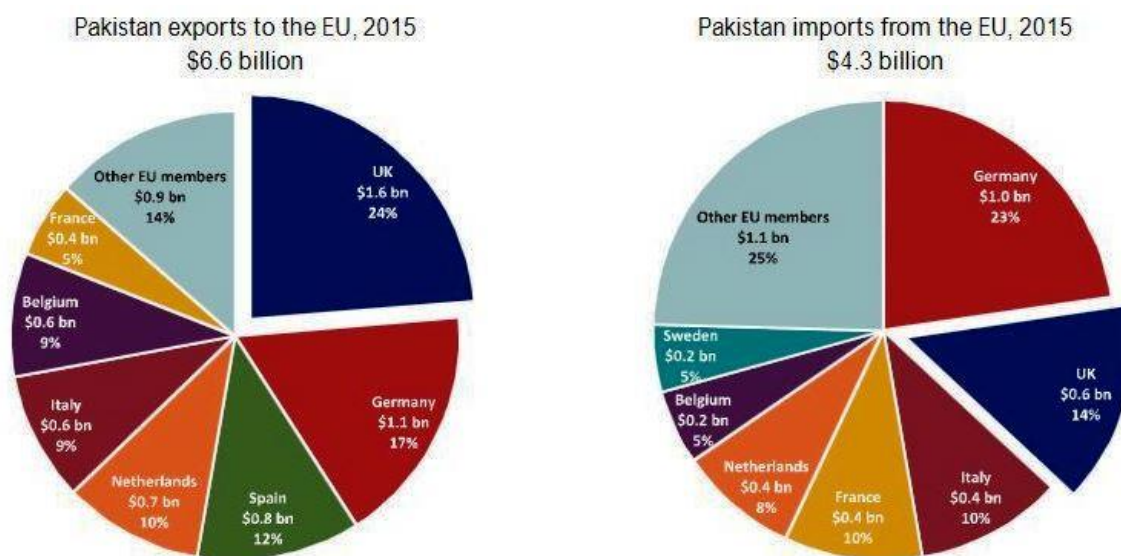
Bien que l'économie pakistanaïse ne soit pas entièrement à l'abri des implications du Brexit, ses indicateurs économiques sont restés stables et la pression du Brexit est restée relativement souple jusqu'à présent. Cependant, pour maintenir des tendances d'exportation stables, le pays serait bien avisé de formuler des politiques distinctes pour le Royaume-Uni et le commerce européen post-Brexit. De plus, au lieu d'un simple ALE, Islamabad devrait négocier un « Schéma généralisé de préférence Plus pour accéder au marché britannique post-Brexit (Riaz & Yasmin, 2020).

Graphique 9 : Importations pakistanaïses de services en provenance du Royaume-Uni 2015 (\$ 525 million)



Composition du commerce des services du Pakistan avec le Royaume-Uni : *importations*, 2015
Source: Conseil des entreprises du Pakistan, 2017

Graphique 10 : Importance du commerce du Pakistan avec le RU dans le cadre de l'UE
Répartition du commerce du Pakistan avec l'UE par pays membre, mettant en évidence les
7 principaux partenaires commerciaux pour chaque flux commercial



Commerce entre le Pakistan et le RU dans le cadre du commerce de l'UE, 2015.

Source: Conseil des entreprises du Pakistan, 2017

3.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 au Pakistan

Le Pakistan a connu jusqu'à présent trois vagues différentes de COVID-19. La première vague a débuté fin mai 2020, marquée par un taux de mortalité relativement faible. La deuxième vague a culminé à la mi-décembre 2020 et était également relativement modérée. La troisième vague a commencé à la mi-mars 2021 lorsque les cas confirmés et les décès ont commencé à monter en flèche. Elle a principalement touché les provinces du Pendjab et du Khyber Pakhtunkhwa. Fin avril 2021, les nouveaux cas et les décès étaient en baisse ([COVID-19 pandemic in Pakistan](#), Wikipedia).

Le Pendjab, la province la plus peuplée du pays, comptait le plus grand nombre de cas confirmés (334 000) et de décès (9 770). Le Sindh, la deuxième province la plus peuplée, a enregistré le deuxième plus grand nombre de cas confirmés (308 000) et de décès (4 910) et a toujours des proportions de cas confirmés plus élevées que toutes les autres provinces du Pakistan. De plus, elle avait le deuxième taux de mortalité le plus élevé, après Khyber Pakhtunkhwa, qui est la troisième province la plus peuplée du Pakistan. Ce dernier avait le troisième plus grand nombre de cas confirmés de COVID-19 (129 000), mais un taux de mortalité exceptionnellement élevé de 3,03 %. Cela a entraîné le taux de mortalité le plus élevé de toutes les provinces et le troisième plus grand nombre de décès (3,920) ([COVID-19 pandemic in Pakistan](#), Wikipedia).

Début avril 2021, le gouvernement a annoncé que l'économie pakistanaise avait perdu 2,5 billions de roupies pakistanaises (Rs) en raison de la pandémie de coronavirus. Le programme de reboisement du Pakistan a été maintenu pendant la pandémie employant 60 000 personnes. En juin, Islamabad a annoncé son intention de privatiser plusieurs industries gérées par l'État, y compris les aciéries pakistanaises gérées par l'État, ce qui a entraîné le licenciement et le chômage ultérieur de plus de 9 300 employés. Le ministère du Plan a estimé que de 12,3 millions à 18,5 millions de personnes se retrouveront sans emploi en raison de la pandémie.

La pandémie de COVID-19 a touché particulièrement les groupes vulnérables et les travailleurs journaliers. ([COVID-19 pandemic in Pakistan](#), Wikipedia).

Les blocages, la distanciation sociale et les restrictions de voyage induits par COVID-19 ont eu un impact particulier sur les moyens de subsistance de près de 7,15 millions de travailleurs. Une augmentation de 33,7 % du niveau de pauvreté a été projetée par le gouvernement, ainsi que des impacts négatifs sur les secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'économie tels que l'agriculture, l'éducation et la santé (Rasheed et al., 2021 ; Meo et al, 2020). Cependant, l'activité économique, en général, ne s'est sensiblement détériorée qu'en 2020, enregistrant une croissance négative de -0,5 %, alors que l'activité économique a fortement rebondi en 2021 avec une croissance estimée à 3,9 % ([Policy responses to COVID-19](#), Pakistan, IMF, 2021).

En mai 2021, la Banque mondiale a approuvé la restructuration du projet Efficacité de la réponse à la pandémie au Pakistan (PREP), initialement approuvé en avril 2020, afin de redéployer 153 millions de dollars US pour soutenir la campagne nationale de vaccination en cours au Pakistan ([WB, May 13, 2021](#)).

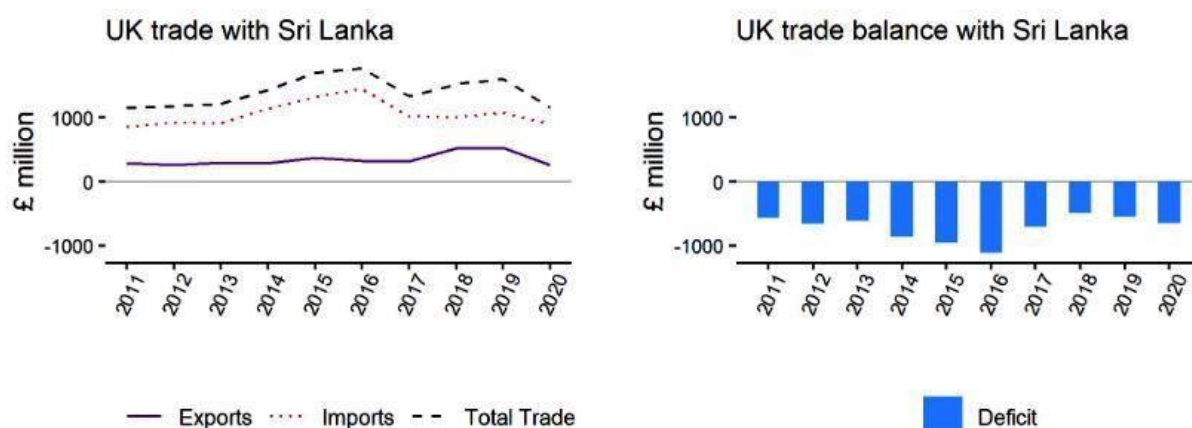
4. L'impact du Brexit et de la crise du COVID-19 sur le Sri Lanka

4.1 L'impact du Brexit sur le Sri Lanka

Le Brexit a eu des implications importantes pour l'économie du Sri Lanka. Le pays partageait de solides relations commerciales avec l'UE. Pourtant, son engagement avec le Royaume-Uni était nettement plus fort que sa relation avec tout autre pays de l'UE. Le commerce extérieur global avec le Royaume-Uni s'élève à plus de 10 %. Par conséquent, le Brexit pourrait entraîner une baisse de la demande britannique de marchandises sri lankaises. De plus, l'accès tarifaire au Royaume-Uni pourrait être compliqué et, par la suite, les exportations sri lankaises vers le Royaume-Uni réduites. Par conséquent, Colombo devrait adapter sa politique étrangère et commerciale pour surmonter les défis post Brexit (Wisidagama, 2019).

Graphique 11 : Commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et le Sri Lanka, 2011 – 2020

Les graphiques ci-dessous présentent une série chronologique des échanges entre le Royaume-Uni et le Sri Lanka pour chaque année entre 2011 et 2020

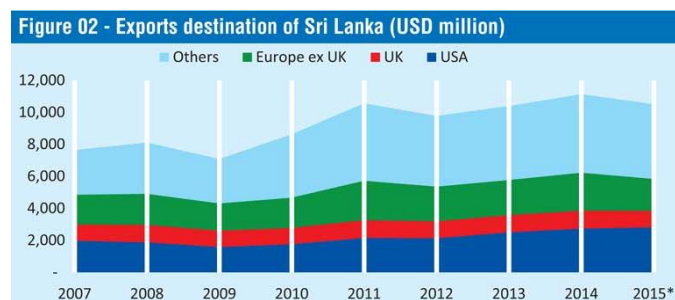


Source: ONS, UK trade in goods and services, Q4 2020

Source: fiche d'information Sri Lanka, Royaume-Uni-Gov.2021

Graphique 12 : Commerce extérieur et services du Sri Lanka, 2007-2015

Figure 01 - Sri Lankan Exposure to the UK & the EU		
Keys Products: Garments, Fish & Transport Equipment		
Exposure to	UK	EU
Total Exports	9.8%	19.0%
Garments	17.9%	23.7%
Tourism: Arrivals	9.0%	21.7%
Tourism: Guest nights	12.4%	32.0%



Somarathne, Lasantha (2016): [Brexit and the impact on the Sri Lankan economy](#).
Source: Colombo: *Daily FT*, 1 July 2016

Le gouvernement sri-lankais a initialement supposé qu'il serait avantageux pour le Sri Lanka si le Royaume-Uni restait dans l'UE en raison des échanges commerciaux, des services et du tourisme solides avec les deux partenaires. Immédiatement après le vote du Brexit en 2016, les principaux partis politiques sri-lankais ont informé leur diaspora au Royaume-Uni des implications de l'éventuel Brexit pour l'économie sri-lankaise et leur ont demandé de soutenir le reste de la Grande-Bretagne dans l'UE. Plusieurs ministres se sont rendus à Londres pour participer à la campagne de sensibilisation (Somaratne, 2016).

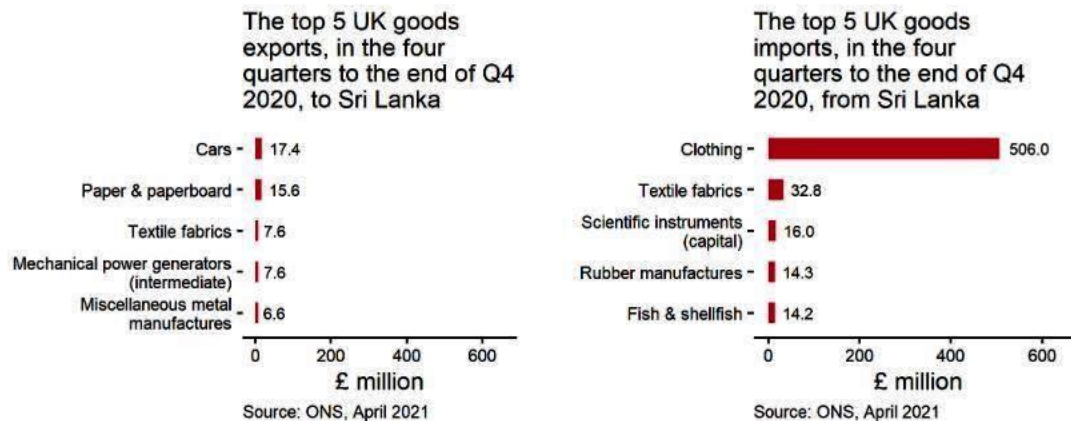
L'UE est la deuxième partenaire commercial du Sri Lanka en termes d'exportations de marchandises, derrière les États-Unis. Dans l'ensemble, l'UE, y compris le Royaume-Uni, a acheté près de 29 % des exportations sri-lankaises en 2015, dont 9,8 % vers le Royaume-Uni et 19 % vers l'UE-27. De plus, l'Europe occidentale et le Royaume-Uni ont traditionnellement un fort tourisme entrant au Sri Lanka. Même pendant la période de conflit civil, le Sri Lanka a reçu des touristes des marchés ci-dessus. Bien que le nombre de touristes arrivant du Royaume-Uni soit inférieur à celui de l'Inde et de la Chine, les Britanniques sont le numéro un en termes de nuitées, contribuant pour 1,9 millions de nuitées, soit 12 % du total des nuitées. L'Europe occidentale - y compris le Royaume-Uni - a contribué à 45 % du total des nuitées au Sri Lanka (Somaratne, 2016).

La Grande-Bretagne étant la plus gros contributeur à l'industrie du tourisme au Sri Lanka, le Brexit aurait probablement un impact négatif sur le secteur du tourisme. De plus, la baisse des revenus et une éventuelle baisse de la devise pourraient rendre les biens importés et les voyages à l'étranger plus chers pour les habitants. De même, le Royaume-Uni pourrait acheter moins au Sri Lanka si le ralentissement économique pouvait réduire le pouvoir d'achat des citoyens britanniques. Colombo cherche à relancer le SPG plus l'accès concessionnel à la région de l'UE. Cependant, dans ce cas, le Sri Lanka ne pourra plus prétendre aux avantages du Royaume-Uni, si Londres ne parvenait pas à renégocier le SPG Plus avec des conditions favorables pour les deux partenaires. Enfin, l'impact du Brexit peut varier en fonction de l'évolution de l'économie mondiale. Un impact immédiat pourrait être une aversion accrue

pour le risque, y compris une fuite vers la qualité, une augmentation des actifs refuges comme l'or, le dollar américain et les bons du Trésor américain, tout en exerçant une pression sur le pétrole et les matières premières (Somaratne, 2016).

Une solution pourrait être une coopération Sud-Sud accrue et une coopération trilatérale, par ex. entre le Royaume-Uni, la Chine et le Sri Lanka (Gu & Chua, 2020).

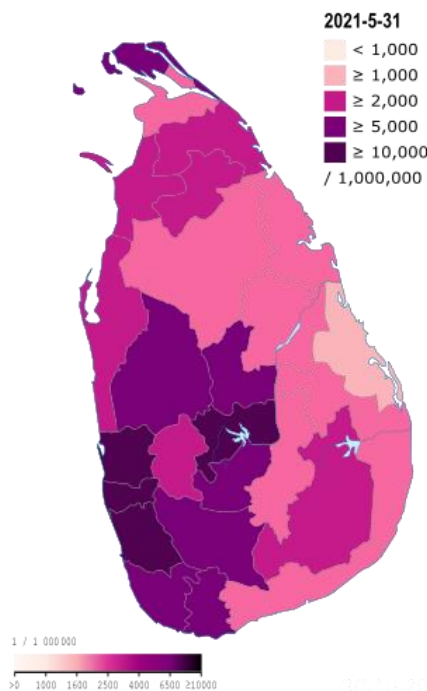
Graphique 13 : les cinq principales importations et exportations du Sri Lanka, 2020



Source: factsheet Sri Lanka, UK-Gov.2021

4.2 L'impact socio-économique de la crise du COVID-19 au Sri Lanka

Carte 2 : Pandémie de COVID-19 au Sri Lanka, 31 mai 2021



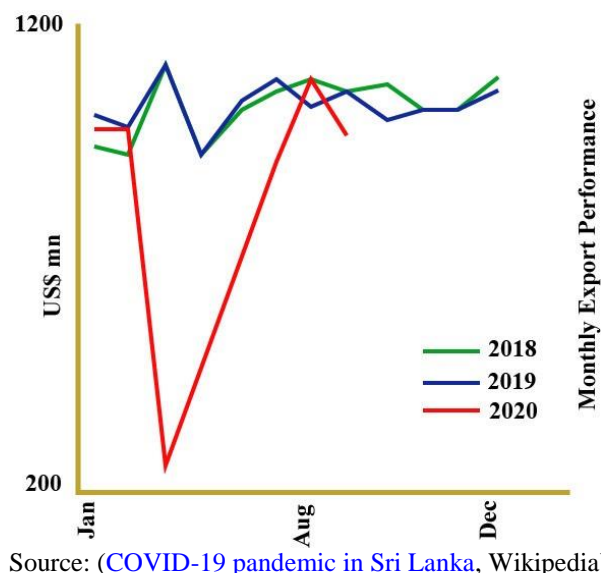
Carte des cas confirmés par million d'habitants

Source: ([COVID-19 pandemic in Sri Lanka](#), Wikipedia)

Le Sri Lanka a gravement souffert de l'impact socio-économique de la crise de Corona. Déjà au début, les experts avaient averti que le pays risquait d'enregistrer une croissance

économique négative en 2020. La Banque asiatique de développement prévoyait une baisse du PIB de -5,5 %. (www.dailymirror.lk, 24 March 2020; [COVID-19 pandemic in Sri Lanka](#), Wikipedia).

Graphique 14 : Performance mensuelle des exportations, 2018-2020



Le verrouillage a également eu un impact négatif sur les principaux secteurs économiques du pays, à savoir la fabrication et les services. Les écoles primaires et secondaires et les universités ont été fermées en raison des restrictions de verrouillage et des demandes de distanciation sociale. Les envois de fonds des travailleurs migrants qui, dans des circonstances normales, représentaient jusqu'à 63 % des recettes totales d'exportation, ont diminué de 32 % en avril 2020, ce qui a eu un impact négatif sur les recettes en devises du pays. Les petites et moyennes entreprises [PME] et le secteur informel, y compris les salariés journaliers, ont été particulièrement touchés. La plupart des PME ont connu une pénurie de matériaux ainsi qu'une baisse de la demande locale et mondiale pour leurs produits et des difficultés à rembourser les prêts (Amaratunga et al, 2020). Les grandes entreprises ont annoncé réduire les salaires de leurs employés de 5 % à 35 %. Ces sociétés, dont John Keells Holdings, Sri Lankan Airlines et le plus grand exportateur de vêtements du Sri Lanka [Brandix Lanka](#) (ibid).

Conclusion

Les économistes et la littérature économique s'accordent pour dire que le Brexit est susceptible de nuire à l'économie britannique, notamment une baisse significative du revenu réel par habitant du Royaume-Uni à moyen et long terme. En revanche, les partisans du retrait du Royaume-Uni de l'UE, comme le Premier ministre Boris Johnson, promettent un avenir glorieux et un "succès titanesque". Libérée du comportement supposé condescendant et dominateur de Bruxelles, Londres est à la recherche de marchés rentables dans le monde entier. On peut se demander si l'union proposée CANZUK, destinée à remplacer l'accès perdu au marché de l'UE, qui a pris un nouvel élan depuis le vote sur le Brexit, sera un succès (Kohnert, 2021). En dehors de cela, on peut se demander si le traitement préférentiel des anciennes colonies britanniques de « colons blancs » par la politique de commerce extérieur britannique, par rapport aux anciens dominions « non blancs », par ex. poids lourds

économiques et politiques de l'Inde et du Pakistan, est une décision raisonnable justifiée principalement par des motifs économiques.

Il n'est pas exclu que les sentiments subliminalement xénophobes n'aient pas seulement été un moteur des décisions des électeurs anglais, mais ont également informé, inconsciemment ou non, la politique post-Brexit du gouvernement Johnson. Sur le seul critère économique, on pourrait s'attendre à des gains de productivité probables au moins comparables de la part de partenaires commerciaux comme l'Inde et le Pakistan, par rapport aux partenaires de CANZUK comme le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Les premiers partagent plusieurs avantages économiques comparatifs, produisant des biens et services particuliers à un coût marginal et d'opportunité inférieur, ainsi que des économies d'échelle.

Certes, le traitement préférentiel des membres de CANZUK est basé sur d'étroites similitudes politiques, économiques et culturelles. Mais aussi l'Inde et le Pakistan partagent au moins l'anglais comme lingua franca (bien que pas la langue officielle, c'est-à-dire le hindi et l'anglais en Inde, l'ourdou au Pakistan et le cingalais, le tamoul au Sri Lanka) ainsi que les caractéristiques de base du système parlementaire de Westminster. Ce dernier est par exemple inscrit dans la constitution indienne de 1950, bien qu'il soit discutable que l'adaptation indienne de Westminster avec sa concentration du pouvoir politique dans l'exécutif, soit optimale pour une société profondément divisée, avec des différences ethniques, religieuses et culturelles fondamentales. Il en va de même pour le système présidentiel de facto du Pakistan.

Compte tenu de la responsabilité historique du Royaume-Uni en tant qu'ancienne puissance coloniale et de l'engagement renouvelé de Londres envers les principes du libre-échange international, il semble pour le moins discutable si le gouvernement britannique ne devrait pas considérer toutes ses anciennes colonies comme des partenaires égaux concernant sa politique de commerce extérieur et accorder les mêmes droits et facilités. La politique actuelle de traitement préférentiel de CANZUK par le gouvernement britannique ressemble plutôt à une politique de chacun pour soi au détriment des anciennes colonies non-blanches avec un pouvoir de négociation perdu.

Bibliographie

- Aisha Riaz**, M. A., & Fouzia Yasmin (2020). [Brexit: An Assessment, Implications, and Strategy for Pakistan](#). *Research Journal of Social Sciences and Economics Review*, 1(3), 91-100.
[https://doi.org/10.36902/rjsser-vol1-iss3-2020\(91-100\)](https://doi.org/10.36902/rjsser-vol1-iss3-2020(91-100))
- Dhananjay Tripathi** (2021): [Evaluating Brexit Implications for India's Relations with the EU and the UK](#). *International Studies*, April, 30, 2021 <https://doi.org/10.1177/00208817211011361> , *Volume: 58 issue: 2, pp.* 234-247
- Datta**, Kanika (2017): [Britain finally discovers how the Raj hurt India](#). Rediff.com News, November 26, 2017
- Ferreira**, Francisco H. G. (2021): [Inequality in the Time of COVID-19](#). *Finance & Development*, IMF, June 2021: 20-23
- Giles**, Chris (2021): [Covid pandemic masks Brexit impact on UK economy](#). London: *Financial Times* (FT), July 1, 2021
- Gu**, J. & **Chua**, P.F. (2020): [Sri Lanka Case Study: Investigating Potential for Sri Lanka-China-UK Trilateral Cooperation](#), Brighton: Institute of Development Studies (IDS)
- James**, William (2021): [UK and India step closer to trade deal, agreeing investment and migration pacts](#). London: Reuters
- Kohnert**, Dirk (2021) : [Brexit and CANZUK : expectations versus realities](#). *BLOG*, [UK-in-a-Changing-Europe](#), 8.July 2021
- Kohnert**, Dirk (2021 a) : [The impact of Brexit on Africa](#). *BLOG*, [UK-in-a-Changing-Europe](#), 10 June 2021
- Meo**, M. S. et al (2020): [Addressing the challenges of COVID-19 pandemic outbreak: Pakistan's preparations and response](#). *Public Affairs*, early view 16 September 2020;
<https://doi.org/10.1002/pa.2430>
- Narayanan**, Madhavan (2019): [Kashmir crisis: What India can learn from UK's Brexit catastrophe](#). *the quint*, at www.quintdigitalmedia.com, 4 Sep 2019
- Pal**, Alasdair (2021): [India to take back illegal migrants to UK in return for visas for young workers](#). London: Reuters
- Rasheed**, R., **Rizwan**, A., **Javed**, H. et al. (2021): Socio-economic and environmental impacts of COVID-19 pandemic in Pakistan—an integrated analysis. *Environ Sci Pollut Res* 28, 19926–19943 (2021). <https://doi.org/10.1007/s11356-020-12070-7>
- Roy-Chaudhury**, Rahul (2020): [The Kashmir factor in UK–India relations](#). London: International Institute for Strategic Studies (IISS), 6 March 2020
- Somararatne**, Lasantha (2016): [Brexit and the impact on the Sri Lankan economy](#). Colombo: *Daily FT*, 1 July 2016
- Sullivan**, Arthur (2019): [India, the EU and the hard realities of a post-Brexit world](#). Bonn: Deutsche Welle (DW), 18 January 2019
- White-Spunner**, Barney (2017): [Partition: The story of Indian independence and the creation of Pakistan in 1947](#). New York: Simon & Schuster)
- Wilson**, John (2016): [India Conquered: Britain's Raj and the Chaos of Empire](#). New York: Simon & Schuster
- Wisidagama**, W.D.D. Shevoni (2019): [Brexit - Economic Implications for Sri Lanka and the Way Forward](#). 3rd International Studies Students' Research Symposium, Department of International Studies, Faculty of Social Sciences, University of Kelaniya

Abstract : *The socio-economic impact of Brexit on India, Pakistan and Sri Lanka in times of Corona*

Following the Brexit, London endorsed a CANZUK union with its former white settler colonies, Canada, Australia and New Zealand. This was meant as a valuable alternative to replace the lost EU-market access. In contrast, non-white former British dominions – whether big (like India, Pakistan) or small (like Sri Lanka) were left on their own. The Indian Government perceived the Brexit vote initially as rather unfortunate because it would increase global instability and a weakening of the West. Indian multinationals like 'Tata', however, which had invested heavily in Britain as their gateway to Europe, saw Brexit as an economic risk. Later on, New Delhi realised also eventual policy advantages in Britain leaving the EU. The Brexit impact on Pakistan's economy remained small so far. However, Islamabad would be well advised to formulate separate policies for post-Brexit Britain and the remaining EU-27. Sri Lanka's economic and political ties with the UK, on the other hand, are considerably stronger than with any EU country. Annual trade with the UK amounted to over 10 %. Therefore, Brexit impacted negatively on the Sri Lankan economy. Changes to strengthen economic relations with the UK to overcome post Brexit challenges were imperative. As for the COVID-19 pandemic, it soon became in all three countries not just a health emergency but also a social and economic crisis. Given the historic responsibility of the UK as a former colonial power and the renewed commitment of London to international free trade principles, it seems at least debatable whether the British government should not consider all its former colonies as equal partners concerning its foreign trade policy and grant them the same rights and facilities.

Zusammenfassung : *Die sozioökonomischen Auswirkungen des Brexits auf Indien, Pakistan und Sri Lanka in Zeiten von Corona*

Neben dem Brexit befürwortet London eine CANZUK-Partnerschaft mit seinen ehemaligen weißen Siedlerkolonien Kanada, Australien und Neuseeland. Dies sah London als wertvolle Alternative zum verlorenen EU-Marktzugang. Im Gegensatz dazu wurden nicht-weiße ehemalige britische Herrschaftsgebiete – ob groß (wie Indien und Pakistan) oder klein (wie Sri Lanka) – sich selbst überlassen. Die indische Regierung empfand das Brexit-Votum zunächst als eher unglücklich, weil es die globale Instabilität und eine Schwächung des Westens erhöhen würde. Indische multinationale Konzerne wie „Tata“, die stark in Großbritannien als Tor nach Europa investiert hatten, sahen den Brexit jedoch als wirtschaftliches Risiko. Später erkannte Neu-Delhi auch eventuelle politische Vorteile beim Austritt Großbritanniens aus der EU. Die Auswirkungen des Brexit auf die pakistanische Wirtschaft blieben bisher gering. Islamabad wäre jedoch gut beraten, eine separate Politik für Großbritannien und die verbleibenden EU-27 nach dem Brexit zu formulieren. Die wirtschaftlichen und politischen Beziehungen Sri Lankas zum Vereinigten Königreich sind dagegen deutlich stärker als zu jedem anderen EU-Land. Der jährliche Außenandel mit Großbritannien betrug über 10 %. Daher wirkte sich der Brexit negativ auf die srilankische Wirtschaft aus. Veränderungen zur Stärkung der Wirtschaftsbeziehungen mit dem Vereinigten Königreich zur Bewältigung der Herausforderungen nach dem Brexit waren zwingend erforderlich. Die COVID-19-Pandemie entwickelte sich in allen drei Ländern schnell von einem Gesundheitsnotstand zu einer sozialen und wirtschaftlichen Krise. Angesichts der historischen Verantwortung Großbritanniens als ehemaliger Kolonialmacht und des erneuten Bekenntnisses Londons zu internationalen Freihandelsprinzipien erscheint es zumindest fraglich, ob die britische Regierung nicht alle ihre ehemaligen Kolonien als gleichberechtigte Partner in ihrer Außenhandelspolitik betrachten und ihnen gleiche Rechte und Möglichkeiten einräumen sollte.